

*Questions orales*

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, j'ai répondu au député de Saint-Henri—Westmount que la question des droits compensateurs à l'égard du bois de résineux s'inscrivait dans le cadre d'une action judiciaire qui est déjà entamée. L'affaire suit son cours. J'ai ajouté que nous étions conscients de l'importance de ces questions bilatérales et des répercussions qu'elles peuvent avoir sur les négociations commerciales en cours. Il est donc important que nous parvenions à régler ces conflits bilatéraux.

## LE RÔLE DES PROVINCES

**M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides):** Monsieur le Président, la question que je pose au premier ministre suppléant a trait au libre-échange. Au début de février, au nom de ses homologues provinciaux, le premier ministre Getty a soumis au premier ministre du Canada une proposition en huit points concernant le rôle des provinces au cours des pourparlers sur le libre-échange. Hier soir, à trois jours ouvrables seulement du début de la conférence fédérale-provinciale sur le libre-échange, les provinces n'avaient toujours pas reçu de réponse officielle.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas répondu aux provinces? Même si le gouvernement répondait aujourd'hui, à seulement 48 heures du début de la conférence, les provinces n'auraient pas le temps de se préparer en conséquence. Est-ce là un exemple de l'engagement qu'avait pris le gouvernement de laisser les provinces participer entièrement aux pourparlers sur le libre-échange.

**M. le Président:** À l'ordre, je vous prie. La question est un peu longue.

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je voudrais préciser l'ampleur des discussions qui ont eu lieu entre le gouvernement et les provinces au cours de cette période. Depuis la réunion de Halifax, le comité de fonctionnaires que préside l'ambassadeur Reisman a tenu cinq réunions très fructueuses. En outre, en réponse à la lettre que le premier ministre Getty a envoyée au premier ministre du Canada pour s'informer de la façon dont les provinces pourraient participer aux discussions sur le commerce, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a rencontré la plupart des premiers ministres ou leur a parlé, afin de poursuivre le dialogue sur une base politique.

Depuis lors, le premier ministre a convoqué ses homologues provinciaux à une réunion qui doit avoir lieu lundi soir en vue d'approfondir la question. En somme, le gouvernement fédéral consulte beaucoup les provinces.

[Français]

**M. Garneau:** Monsieur le Président, il n'en demeure pas moins que les premiers ministres des provinces ne savent pas encore quelle est la position du gouvernement fédéral.

ON DEMANDE SI LE PREMIER MINISTRE A COMMUNIQUÉ AVEC LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE EN VUE DE BLOQUER LA TAXE SUR LE BOIS DE SCIAGE

**M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides):** Ma question supplémentaire concerne également la rencontre des premiers ministres. On sait que le gouvernement américain reçoit une pétition.

Est-ce que le gouvernement canadien, le premier ministre, a communiqué avec le Président américain pour tenter de bloquer cette taxe de \$57 les 1,000 pieds de bois, ce qui représente 27 p. 100 de tarif sur nos exportations de bois de sciage vers les États-Unis? Est-ce que le premier ministre a communiqué avec le président américain à cet effet?

[Traduction]

**M. le Président:** À l'ordre, je vous prie. Je vais autoriser le ministre à répondre, mais je demanderais aux députés qui posent des questions supplémentaires d'aider au moins la présidence à découvrir en quoi elles sont supplémentaires. Pour l'instant, j'autorise le ministre à répondre.

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** En réponse au préambule de la question du député, monsieur le Président, je dirai que la raison d'être de la réunion de lundi est justement de discuter de la participation des provinces aux discussions concernant le libre-échange. Le député comprend sûrement que le premier ministre doit rencontrer ses homologues provinciaux pour discuter de cette affaire.

La deuxième question du député est absolument identique à celle que son voisin de banquette a posée il y a quelques minutes. Peut-être pourrait-il le consulter, afin d'en obtenir une réponse.

**M. Rossi:** Jamais vous n'avez répondu à la question.

• (1430)

## LES PERTES D'EMPLOIS EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, je veux poser une question au ministre d'État aux forêts qui nous fournira peut-être quelques renseignements sur cette industrie. Les producteurs de bardeaux nous ont dit hier que presque 4 000 emplois vont disparaître en Colombie-Britannique alors que l'ambassadeur des États-Unis prétend que la plupart de ces emplois vont subsister. Qui le ministre va-t-il croire, M. Niles ou nos producteurs?

**L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre d'État (Forêts)):** Monsieur le Président, l'ambassadeur Niles a certainement le droit d'avoir sa propre opinion. Il parle au nom de son gouvernement, dont il essaie de justifier la décision. Personnellement, celle-ci me pose des problèmes. Le gouvernement du Canada, et certainement celui de Colombie-Britannique, ainsi que les habitants de cette province touchés par cette décision, ne la traitent pas à la légère.